



Pourquoi pas des sanctions contre Israël ?

Violations grossières des droits de l'homme

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 03 septembre 2009

3 septembre 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

En Israël, un pays volé aux Palestiniens, des fanatiques contrôlent le gouvernement. L'un de ces fanatiques est le Premier ministre, Benjamin Netanyahu. La semaine dernière, Netanyahu a appelé à des « sanctions paralysantes » contre l'Iran.

Le type de blocus que veut Netanyahu s'appelle un acte de guerre. Depuis longtemps, Israël menace d'attaquer lui-même l'Iran, mais préfère y entraîner les Etats-Unis et l'OTAN.

Pourquoi Israël veut-il initier une guerre entre les Etats-Unis et l'Iran ?

L'Iran attaque-t-il d'autres pays ? Bombarde-t-il des civils et détruit-il des infrastructures civiles ?

Non. Ces crimes sont commis par Israël et les Etats-Unis.

L'Iran expulse-t-il des gens des terres qu'ils occupent depuis des siècles et les entasse-t-il dans des ghettos ?

Non. C'est ce qu'Israël fait aux Palestiniens depuis 60 ans.

Alors, de quoi l'Iran est-il coupable ?

L'Iran développe l'énergie nucléaire, ce qui est son droit en tant que signataire du Traité de Non-Prolifération (TNP). Le programme iranien d'énergie nucléaire fait l'objet d'inspections par l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA), laquelle rapporte constamment que ses inspections ne découvrent aucun détournement de l'uranium enrichi vers un programme d'armement.

La position prise par Israël et sa marionnette à Washington est que l'Iran ne doit pas être autorisé à exercer les mêmes droits dont disposent tous les autres signataires du TNP, parce que l'Iran pourrait détourner l'uranium enrichi à des fins militaires.

Autrement dit, Israël et les Etats-Unis revendiquent le droit d'abroger le droit de l'Iran de développer l'énergie nucléaire. La position US-israélienne n'a aucune base dans la loi internationale ou ailleurs, à part l'arrogance d'Israël et des Etats-Unis [N.d.T. : ainsi que de l'Europe en général et de la France en particulier]. L'hypocrisie est extrême. Israël n'est pas signataire du TNP et a développé illégalement et en douce des armes nucléaires, avec, pour ce que nous en savons, l'aide des Etats-Unis. [N.d.T. : Surtout de la France...][1]

Etant donné qu'Israël possède de façon illégale des armes nucléaires et que son gouvernement est composé de fanatiques capables de les utiliser, des sanctions écrasantes devraient être appliquées contre Israël pour le forcer à désarmer.

Il y a une autre raison pour laquelle Israël se qualifie pour des sanctions écrasantes à son encontre. C'est un Etat d'apartheid, ainsi que l'ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter, l'a démontré dans son livre, « Palestine : La Paix, Pas l'Apartheid ».

Les Etats-Unis avaient été en tête de file pour l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud à cause de l'apartheid que pratiquait ce pays. Ces sanctions ont forcé le gouvernement blanc à remettre le pouvoir politique à la population noire. Israël pratique une forme pire d'apartheid que ne le faisait le gouvernement blanc d'Afrique du Sud. Pourtant, Israël soutient que toute critique pour une pratique que le monde considère comme intolérable est de l'« antisémitisme ». Ce qui reste de la Cisjordanie palestinienne, qui n'a pas été volé par Israël, consiste en des ghettos isolés. Les Palestiniens sont coupés des hôpitaux, des écoles, de leurs fermes et les uns des autres. Ils ne peuvent pas voyager d'un ghetto à l'autre sans la permission d'Israël imposée aux postes de contrôle [de l'armée israélienne].

L'explication du gouvernement israélien pour justifier sa violation grossière des droits de l'homme comprend l'une des plus grosses collections de mensonges de l'histoire. Personne, à l'exception des « sionistes chrétiens » américains, n'en croit un seul mot.

Les Etats-Unis se qualifient aussi pour des sanctions paralysantes. En effet, les Etats-Unis sont même surqualifiés : sur la base des mensonges et de la tromperie intentionnelle, du Congrès des Etats-Unis, du public américain, des Nations-Unies et de l'OTAN, le gouvernement étasunien a envahi l'Afghanistan et l'Irak et s'est servi de la « guerre contre la terreur » orchestrée par Washington pour annuler des libertés civiles gravées dans le marbre de la constitution des Etats-Unis. Un million d'Irakiens ont payé de leur vie les crimes de l'Amérique et quatre millions d'entre eux ont été déplacés. L'Irak et ses infrastructures sont en ruine, et les élites professionnelles irakiennes, nécessaires à toute société moderne organisée, ont été tuées ou dispersées. Le gouvernement des Etats-Unis a commis un crime de guerre à grande-échelle. Si l'Iran se qualifie pour l'application de sanctions, alors les Etats-Unis se qualifient mille fois plus.

Personne ne sait combien de femmes, d'enfants et de vieillards ont été tués par les Américains dans les villages d'Afghanistan. Cependant, la guerre d'agression américaine contre le peuple afghan entre à présent dans sa neuvième année. Selon l'armée américaine, une victoire des Etats-Unis n'est pas prête de se produire. L'Amiral Michael Mullen, président de l'état-major US interarmées, a déclaré en août que la situation militaire en Afghanistan est « grave et empire ».

Les Américains les plus âgés peuvent s'attendre à ce que cette guerre se poursuive pour le restant de leur vie, tandis que leurs droits sociaux, de santé et de retraite, sont réduits afin de libérer des fonds pour l'industrie américaine de l'armement. Bush/Cheney et Obama/Biden ont fait de l'industrie des munitions le seul investissement boursier sûr aux Etats-Unis.

Quel est l'objectif de la guerre d'agression contre l'Afghanistan ? Peu après avoir prêté serment, le Président Obama a promis d'apporter une réponse, mais il ne l'a pas fait. A la place, Obama a rapidement intensifié la guerre en Afghanistan et il en a lancé une autre au Pakistan, qui a déjà déplacé deux millions de Pakistanais. Obama a envoyé 21.000 soldats

supplémentaires en Afghanistan et, déjà, le commandant des Etats-Unis en Afghanistan, le Général Stanley McChrystal, en réclame 20.000 de plus.

Obama intensifie la guerre d'agression de l'Amérique contre le peuple afghan, malgré trois sondages d'opinion largement couverts par les médias, qui montrent que le public américain est fermement opposé à la poursuite de cette guerre contre l'Afghanistan.

Malheureusement, l'accord en béton armé entre Israël et Washington pour faire la guerre aux Musulmans est bien plus fort que les liens entre le public américain et son gouvernement. A un dîner d'adieu, jeudi dernier, donné en l'honneur de l'attaché militaire d'Israël à Washington, l'Amiral Mike Mullen, président de l'état-major US interarmées, le sous-secrétaire à la Défense Michele Flournoy et Dan Shapiro, qui est responsable des affaires moyen-orientales au Conseil de Sécurité Nationale, étaient présents pour lui rendre hommage. L'Amiral Mullen a déclaré que les Etats-Unis seront toujours du côté d'Israël. Peu importe combien de crimes de guerre Israël commet. Peu importe combien de femmes et d'enfants Israël assassine. Peu importe combien de Palestiniens Israël chasse de chez eux, de leurs villages et de leurs terres. Si la vérité pouvait être dite, alors, le véritable axe du mal serait les Etats-Unis et Israël.

Des millions d'Américains se retrouvent aujourd'hui sans abri à cause de la saisie de leurs maisons. Des millions supplémentaires ont perdu leur emploi et encore plus de millions d'Américains n'ont aucun accès aux soins médicaux. Pourtant, le gouvernement étasunien continue de dilapider des centaines de milliards de dollars pour des guerres qui ne servent aucun objectif de l'Amérique. Le Président Obama et le Général McChrystal ont adopté la position qu'ils connaissent le mieux : que le public américain aille se faire voir !

Il ne peut être plus clair que le Président des Etats-Unis et l'armée américaine se fichent complètement de la démocratie, des droits de l'homme et de la loi internationale. Ceci constitue une autre raison pour appliquer des sanctions paralysantes contre Washington. Sous les gouvernements de Bush/Obama l'Amérique est devenu un Etat de chemises brunes, pratiquant le mensonge, la torture, le meurtre, les crimes de guerre et la tromperie.

De nombreux gouvernements sont complices des crimes de guerre de l'Amérique. Avec le budget d'Obama qui se trouve dans le rouge foncé, les guerres de Washington d'agression gratuite dépendent du financement des Chinois, des Japonais, des Russes, des Saoudiens, des Indiens, des Canadiens et des Européens. A la seconde même où ce financement étranger des crimes de guerre américains s'arrêtera, les guerres d'agression de l'Amérique contre les Musulmans cesseront.

Les Etats-Unis ne sont pas la « superpuissance » éternelle qui peut infiniment ignorer ses propres lois et la loi internationale. Les Etats-Unis finiront par tomber à cause de leur prétention démesurée, de leur arrogance et de leurs objectifs impériaux. Lorsque l'Empire Américain s'effondrera, est-ce que ses responsables seront jugés devant une cour contre les crimes de guerre ?

Article original : [« Why Not Sanctions for Israel? »](#) , Counterpunch, le 1er septembre 2009.

Traduction : [JFG-QuestionsCritiques](#)

Notes :

[\[1\]](#) La publication des documents confidentiels de la CIA après 34 ans montre que la

première bombe atomique israélienne a été fabriquée en France en 1974 avant d'être transférée dans les territoires occupés. Ces documents sont une très petite partie du volumineux document « Top Secret » préparé en 1974. Malgré leur publication après 32 ans, les autorités américaines n'ont pas encore accès à toutes les informations au sujet de cette bombe. Selon ce rapport, le mot « Top Secret » figurerait sur les chapitres de tout document qui concerne le programme nucléaire israélien

Lire aussi:

[« Comment la France a aidé Israël à avoir la bombe atomique »](#), article paru dans le Figaro (7 mai 2008).

[« Comment et pourquoi la France a-t-elle donnée la bombe à Israël »](#), par Philippe Simonnot (20 juin 2008).

Paul Craig Roberts a été sous-secrétaire au Trésor dans l'administration Reagan

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca